

WIKI n°6 : Les biens publics mondiaux

Définition et classification des biens publics mondiaux

Les biens publics mondiaux sont définis comme "l'ensemble des biens accessibles à tous les Etats qui n'ont pas nécessairement un intérêt individuel à les produire¹". Cette conception vise à repenser la régulation de l'action mondiale en transposant, au niveau international, la notion de bien collectif.

Elle s'ancre dans le constat que, dans un contexte de mondialisation, de nombreux biens environnementaux, sanitaires, éducatifs ou encore culturels ne peuvent avoir un caractère public qu'à l'échelle internationale, à l'instar de défis tels que la pollution atmosphérique ou les pandémies, qui ne peuvent être résolues unilatéralement.

Cette définition met en évidence l'universalité de ces biens. De plus, elle mentionne que les biens publics mondiaux posent une problématique supplémentaire par rapport aux biens publics "nationaux", celle de la coordination entre les Etats. Dès lors, en l'absence d'une autorité supranationale ayant la légitimité d'agir à l'échelle de la planète, comment est-il possible de produire et de gérer ces biens publics mondiaux ?

Le Programme des Nations Unies pour le développement classe les biens publics mondiaux selon trois grandes familles² :

- Les biens publics mondiaux naturels : les océans, la couche d'ozone, la stabilité climatique, l'espace extra-atmosphérique, la biodiversité,
- Les biens publics mondiaux d'origine humaine : les connaissances scientifiques, le système juridique,
- Les biens publics mondiaux résultant des politiques globales : le maintien de la paix, la lutte contre le terrorisme, la stabilité financière, la santé publique,

Par ailleurs, le rapport de développement humain 2023-2024 a mis l'accent sur trois catégories de ces biens publics mondiaux³, déterminées par la manière dont les contributions des pays doivent être agrégées ou consolidées pour qu'ils soient adéquatement fournis :

¹ Kindleberger, Charles. (1986). International public goods without international government, *American Economic Review*, (volume 76, n°1), A partir de : Senat.fr

Sénat (2004, 3 mars). *Mondialisation : une chance pour l'environnement ?*, Rapport d'information n°233 (2003-2004). <https://www.senat.fr/rap/r03-233/r03-23320.html#fn19>

² Bonfils, Sibi (2023). *Les Biens Communs et les Biens Publics Mondiaux comme moteurs du renouveau de l'action collective mondiale*. <https://www.globalshift.ca/wp-content/uploads/2024/08/BIENSP1.pdf>

³ Conceição, Pedro (2024). *Rapport sur le développement humain 2023-2024*. <https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2023-24overviewfr.pdf>

- Les biens publics "additifs" (*summation*) : la fourniture de ces biens résulte de la somme des efforts de tous les acteurs. Ainsi, la réduction des émissions de gaz à effet de serre n'est efficace que par addition des efforts de tous les pays. Pour ce type de bien, la coopération permet d'obtenir un meilleur résultat que les actions indépendantes que mène chaque acteur dans son propre intérêt.
- Les biens publics "à la portée du meilleur" (*best-shot*) : la production de ces biens dépend des pays les plus avancés. La question qui se pose est celle de l'accessibilité des Etats/personnes exclues en raison de l'appropriation des biens et de l'insuffisance de la demande solvable.
- Les biens publics "dépendant du maillon le plus faible" (*weakest-link*) : le niveau de contribution est déterminé par le pays le moins apte. En ce qui concerne les maladies transmissibles, en particulier, le monde entier demeure exposé à la menace, tant que le pays ayant le moins de capacité à contrôler la maladie ne l'a pas accompli "Personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité". La lutte contre le terrorisme et le contrôle des paradis fiscaux sont, également, des exemples de biens publics dits "dépendant du maillon le plus faible".

A titre illustratif, la réponse à la dernière pandémie de la Covid-19 a nécessité la mobilisation et la fourniture des trois types susmentionnés de biens publics mondiaux : "à la portée du meilleur", à travers le séquençage du génome de SRAS-CoV-2 et la mise au point des vaccins ; "additifs", à savoir la mobilisation de toutes les ressources pour accroître les capacités des pays les moins outillés et enfin "dépendant du maillon le plus faible", pour contrôler la propagation du virus.

Etendue et importance des biens publics mondiaux

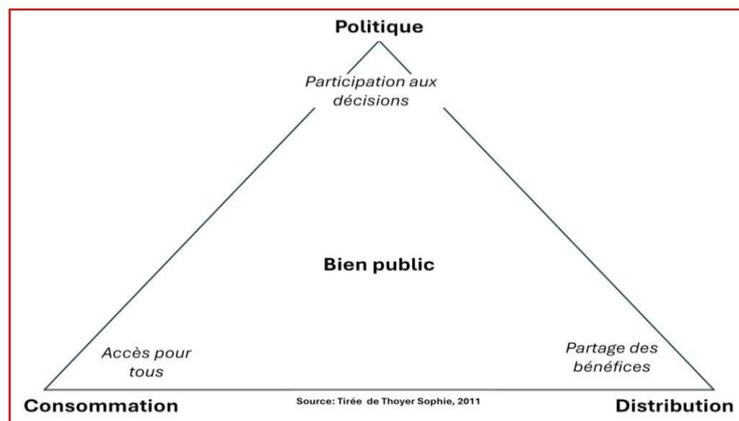
Les biens publics mondiaux ne concernent pas seulement un groupe de pays ; leurs effets dépassent les blocs commerciaux ou les pays de même niveau de richesse. Ils atteignent également un large spectre de la population mondiale et engagent des considérations pour les générations futures. Les biens communs, souvent désignés sous l'expression « patrimoine commun de l'humanité », font référence à des ressources ou des domaines d'intérêt partagé entre les êtres humains (découvertes scientifiques, culture, réalisations architecturales, ...) qui constitueraient un actif à préserver pour le bien de tous.

Ainsi les notions de "biens communs", de "patrimoine commun", de "biens publics mondiaux", désignent depuis plusieurs années des enjeux cruciaux à l'échelle de la planète pour le maintien et l'amélioration de la vie humaine : Ces enjeux incluent l'environnement, l'eau, la santé, la biodiversité, la sécurité⁴, le climat, la sécurité internationale, la stabilisation économique, la culture, le système métrique⁵, ... dont les avantages sont "non exclusifs" et "non rivaux"⁶.

Gouvernance des biens publics mondiaux

Les biens publics mondiaux sont triplement publics ⁷. En effet, leur caractère public émane des trois aspects suivants :

- Public dans leur consommation : tout le monde doit y avoir accès.
- Public dans la participation au processus politique, qui a mené à les identifier : tous les acteurs participent au débat politique.
- Public dans la distribution des bénéfices : tous doivent pouvoir en bénéficier.



L'idée sous-jacente est que le "caractère public" du bien pourrait découler d'une décision sociopolitique plutôt que d'une qualité intrinsèque au bien. Il peut être rendu public en établissant les conditions nécessaires pour son identification, sa consommation et sa distribution.

⁴ Boidin, Bruno, Hiez, David et Rousseau, Sandrine. (2008). Biens communs, biens publics mondiaux et propriété. Introduction au dossier. *Développement durable et territoires*. <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5153>

⁵ Chin, Moya. (2021). Que sont les biens publics mondiaux ? Les institutions mondiales doivent se coordonner pour protéger ces biens dont nous profitons tous, *L'ABC de l'économie ; Finances & Développement*, p. 62.

⁶ Stiglitz, Joseph. (1999). Knowledge As A Global Public Good. In *Global Public Goods*, New York, Oxford University Press, p. 308–325. <https://academic.oup.com/book/25545/chapter-abstract/192852283?redirectedFrom=fulltext>

⁷ Thoyer, Sophie (2011, 26 janvier). La montée en puissance de la notion de bien public mondial. *L'Encyclopédie du développement durable*, vol. 135. <https://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/gouvernance/la-montee-en-puissance-de-la.html>

Ainsi, "les biens et services essentiels qui relèvent des droits fondamentaux proposés par les Nations unies (accès à l'eau, accès à l'énergie, accès à l'éducation primaire, accès aux soins de base, ...) pourraient être déclarés des biens publics mondiaux et à ce titre exiger un effort collectif de financement et donc de redistribution internationale des richesses"⁸. Ceci permettrait de renouveler la gouvernance mondiale dans de nombreux domaines, notamment, pour ce qui est de la mise en place de l'Agenda 2030.

Du point de vue de la gouvernance, le moyen le plus efficace de fournir des biens publics mondiaux est de construire des partenariats multipartites, qui aident à combler le fossé entre les règles normatives, la participation des acteurs et les ressources à engager. Ces associations bénévoles ont tendance à être axées sur la résolution d'un ensemble de problèmes communs.

Aussi, la recherche de consensus, la participation inclusive et le partage des connaissances émergent comme des techniques de gestion privilégiées, spécialement conçues pour favoriser l'expérimentation, l'inclusivité et l'examen par les parties prenantes. Le 'Protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone et le 'Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme' sont souvent cités comme exemples réussis de partenariats multipartites.

Avantages des biens publics mondiaux

Le concept de biens publics mondiaux met en évidence que, dans un monde globalisé, les défis auxquels l'humanité est confrontée ont fondamentalement évolué, devenant de plus en plus interconnectés. Il identifie les points communs entre les problématiques contemporaines, comme l'eau sous ses multiples formes, le climat, la diversité des fonctions forestières,

Ce concept de bien public offre, pour les acteurs mondiaux en quête de légitimité, une justification à leur existence et à l'importance croissante de leurs prérogatives. Les organisations internationales, par exemple, se positionnent comme des organisateurs clés dans la fourniture et la protection de biens publics mondiaux.

Limitations et défis politiques

En se focalisant sur la résolution de problèmes techniques, l'accent mis sur les biens publics mondiaux minimise la remise en question des objectifs et des solutions qui devraient être poursuivis au niveau mondial et risquerait de dépolitiser la gouvernance mondiale, négligeant ainsi les désaccords substantiels, les luttes de valeurs et les dynamiques de pouvoir, qui caractérisent tout effort de prise de décision, mondiale ou locale, dans l'optique de servir l'intérêt général.

⁸ Idem.

Il est, par exemple, possible d'avoir des divergences d'opinion sur la qualification d'un élément comme bien public mondial ou "mal public mondial", ce qui soulève la question de savoir si le droit international doit s'efforcer de le promouvoir ou de l'interdire. Ainsi, le simple fait d'identifier des biens publics mondiaux n'est pas exempt de connotations politiques.